



Mémoire sur le renouvellement de la licence
Groupe TVA inc. Stations et Réseau
Avis de consultation de radiodiffusion 2009-113

**Information locale et régionale :
Une espèce en voie de disparition à Québec**

Déposé par Gérard Deltell,
Député de Chauveau à l'Assemblée nationale
Porte-parole de l'Action démocratique du Québec en matière
de culture et des communications

Gatineau, mardi 5 mai 2009

Table des matières

Présentation de l'auteur	3
Mise en contexte	4
TQS : Une erreur à ne pas répéter.....	5
TVA : Un nouvel environnement propice à l'information locale	6
La position de l'Action démocratique du Québec	7
Renouvellement de la licence de la station de TVA Québec (CFCM).....	7
Redevances de la câblodistribution	8
Conclusion	9

Présentation de l'auteur



Né à Québec le 8 août 1964, Gérard Deltell est une personnalité connue dans le domaine des communications et des médias. Journaliste à la télévision de Radio-Canada et de TVA, le grand public le connaît pour avoir été, pendant de nombreuses années, le correspondant parlementaire de la salle des nouvelles de TQS, en plus d'avoir tenu plusieurs chroniques radiophoniques sur la politique. En 2007, il a occupé la présidence de la Tribune de la presse de l'Assemblée nationale.

Député de Chauveau à l'Assemblée nationale du Québec depuis le 8 décembre 2008, Gérard Deltell est chargé de nombreux dossiers à l'Action démocratique du Québec. Il est, entre autres, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de culture et communications et pour la Capitale nationale.

Observateur privilégié du monde des médias, il a été aux premières loges du démantèlement des salles de nouvelles de TQS aux quatre coins du Québec par le nouveau propriétaire Remstrar Diffusion, avec l'aval du Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Mise en contexte

Depuis quelques années, le monde de l'information subit des transformations comme jamais auparavant. Pour les producteurs et les diffuseurs de nouvelles, les défis à relever sont nombreux, tant dans les médias écrits qu'électroniques. Les plates-formes se multiplient et les auditoires se fragmentent.

En pleine crise économique, les entreprises de presse, comme celles qui oeuvrent dans bien d'autres secteurs, doivent se tenir en équilibre sur le fil de fer qu'est le marché publicitaire disponible et multiplier les prouesses pour tirer leur épingle du jeu et assurer leur rentabilité. Dans un tel contexte, est-ce que des coupures dans l'information locale et régionale, souvent la grande victime des turbulences économiques des groupes de presse, ou tout simplement son abandon pur et simple, peuvent être envisagées?

Pour répondre à cette question, il est important de comprendre que la région de Québec a été fortement ébranlée par les secousses du monde médiatique ces dernières années. Que l'on pense aux nombreuses coupures dans les salles de nouvelles, lorsque ce n'est pas carrément l'abolition de celles-ci, comme pour TQS, l'an dernier et Global, à l'automne 2007, conjuguées au lock-out du *Journal de Québec*, où toute la question des articles locaux versus les contenus montréalais a été au cœur du débat, la Capitale nationale a connu son lot de coupures dans les services de proximité.

La demande du Groupe TVA de réduire sa production locale s'inscrit aussi dans une année où les dirigeants des entreprises de presse ont décidé de sabrer dans l'information régionale. Ainsi, près d'un an après la fermeture de la salle des nouvelles de TQS Québec, nous avons appris, en mars dernier, l'intention de Radio-Canada de supprimer des émissions d'information de qualité produites à Québec. Le bulletin de nouvelles du midi, l'émission RDI Junior et une émission de la première chaîne disparaîtront, alors que le Téléjournal Québec sera amputé de moitié cet été et que 15 personnes perdront leur emploi. Quand on est de ceux qui croient que l'information et la production locale sont indispensables à la bonne marche de la démocratie, les coupures des dernières années sont pour le moins inquiétantes...

TQS : Une erreur à ne pas répéter

« La disparition de l'information sur les ondes de TQS signifie la fin d'une voix, la fin d'un positionnement, la fin d'une source d'information. » Voilà ce que l'Action démocratique du Québec écrivait dans son mémoire au CRTC sur la vente de TQS à Remstar Diffusion, en mai 2008. C'est aussi l'ADQ qui, dès l'annonce de la fermeture des salles de nouvelles de TQS, a déposé une motion à l'Assemblée nationale. Adoptée à l'unanimité, cette motion réitère « l'importance dévolue à la diversité de l'information ainsi qu'à l'information régionale dans une société démocratique, et enjoint le gouvernement du Québec à exiger du CRTC le maintien du service de nouvelles à TQS »

Le CRTC été aux premières loges du démantèlement des salles de nouvelles de TQS puisque c'est le Conseil qui l'a autorisé. Ici, il ne sera pas question de l'historique de ce dossier, mais plutôt des résultats négatifs provoqués par votre décision.

Il faut tout d'abord comprendre que l'abandon de l'information à TQS a eu un effet dramatique sur l'accessibilité à des nouvelles locales à Québec. Selon le Centre d'étude sur les médias de l'Université Laval, entre juin 2006 et mai 2007, TQS produisait le bulletin de nouvelles avec le plus de contenu régional. Dans cette enquête, on y révèle que la station québécoise présentait 25 minutes de nouvelles locales dans son bulletin d'information du début de soirée, devant Radio-Canada, avec 20 minutes, et TVA, loin derrière, avec 12 minutes.

Malgré les belles promesses faites au CRTC pour obtenir l'autorisation de mettre fin aux activités de ses salles de nouvelles, Remstar Diffusion n'a pas été en mesure de livrer ses engagements pour la région de Québec. En effet, le 25 septembre dernier, dans un article intitulé : « Beaucoup de lait dans le café...Les promesses de TQS pour Québec partent en fumée », le journal *Le Soleil* nous apprenait que « les patrons de TQS avaient promis au CRTC d'augmenter les heures de production dans la capitale, pour compenser la disparition des nouvelles. Et pourtant, ils ne pourront tenir leurs belles promesses cet automne (...) Contrairement à ce que les patrons avaient promis, l'émission matinale qui remplace *Caféine* sera finalement produite à Montréal, dans l'édifice de Remstar, et le magazine *Docteur, docteur* a été rangé sur les tablettes ».

Le 12 novembre dernier, toujours dans *Le Soleil*, Richard Therrien nous apprend que « le 1730, le bulletin de fin de semaine imposé par le CRTC à TQS, attire 190 000 téléspectateurs le samedi et 277 000 le dimanche, à 17h30. Pour vous donner une idée, c'est mieux qu'à Radio-Canada, où *Studio 12* en attire 71 000 le samedi, et la reprise de *L'épicerie*, 261 000 le dimanche ». On y apprend que le bulletin d'information de la fin de semaine réussit à attirer jusqu'à cinq fois plus d'auditoires que *Le retour de Benoît Gagnon*. C'est bien dire combien la population veut avoir accès à des bulletins de nouvelles et que la programmation actuelle de TQS ne fait que diminuer ses parts de marchés.

TVA : Un nouvel environnement propice à l'information locale

Pour la station locale de TVA, CFCM, la demande présentement étudiée sur la réduction de la production locale n'est pas une première. En effet, en 1992, la chaîne généraliste avait demandé l'autorisation au CRTC de couper de façon draconienne dans ses émissions produites à Québec. À l'époque, le Conseil avait heureusement refusé cette demande, qui aurait permis à TVA de passer de 21 à 10 le nombre d'heures de production depuis Québec.

En 2009, on peut convenir que la situation a bien changé. Avec l'abandon des nouvelles à TQS, on observe un déplacement des auditoires de ce réseau vers TVA, qui n'a comme unique concurrent maintenant la station régionale de Radio-Canada, qui a aussi son propre créneau.

À ce sujet, vendredi dernier, le quotidien *Le Soleil* titrait ainsi son article : « La fin des nouvelles à TQS profite à TVA ». Pour réussir ce coup de maître, Pierre Martineau, directeur de l'information de TVA Québec, et ex-employé de TQS, admet au journaliste Richard Therrien avoir encore plus insisté sur le contenu local. « Une nouvelle qu'on aurait normalement laissée de côté, on va en parler et envoyer une caméra. On a juste essayé d'être plus présent », a-t-il confirmé.

De son côté, *Le Journal de Québec* titrait : « Sondage BBM - TVA domine dans la région. » On y apprend que ce printemps, parmi les 10 émissions les plus regardées à Québec, tous réseaux confondus, *Le TVA 18h* se classe au deuxième rang, avec 189 800 téléspectateurs, une augmentation de plus de 12 000 téléspectateurs. Le bulletin d'information locale et régionale devance même les populaires *émissions Annie et ses hommes*, *Tout le monde en parle* et même les émissions quotidiennes de *Star Académie*. D'ailleurs, TVA s'est permis l'achat d'une publicité d'une demi-page, à l'endos de cet article, pour remercier les Québécois de leur confiance.

Ce printemps, TVA Québec récolte donc 31,3 % des parts de marchés, une hausse de 3 points, contre 13,5 % pour Radio-Canada et 4,4 % pour TQS. On y apprend également que pour *Le Téléjournal Québec*, 65 000 personnes sont à l'écoute de la première demi-heure, soit le meilleur score des cinq dernières années. On le voit, la demande pour de l'information locale et régionale de qualité est plus que jamais présente.

La position de l'Action démocratique du Québec

⇒ Renouvellement de la licence de la station de TVA Québec (CFCM)

L'Action démocratique du Québec a toujours défendu vigoureusement les intérêts du Québec en matière de culture et de communications. En 2008, elle s'est jointe à la Coalition pour la diversité des voix en information, mise sur pied par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, pour marquer son opposition à la fermeture des salles de nouvelles du réseau TQS. L'ADQ avait aussi présenté un mémoire au CRTC pour dénoncer les projets de Remstar Diffusion pour ses salles de nouvelles.

À l'annonce des coupures à la Société Radio-Canada en mars dernier, j'ai déposé, en ma qualité de député de Chauveau, la motion suivante : « Que l'Assemblée nationale réitère, à la suite de l'annonce des compressions à la Société Radio-Canada, la pertinence d'une diffusion publique francophone forte et de l'importance de l'information régionale ». Cette motion a d'ailleurs été adoptée à l'unanimité par les parlementaires du Québec.

Aujourd'hui, l'ADQ donne son appui plein et entier aux artisans locaux de TVA Québec et reconnaît leur apport indispensable à la communauté. Les journalistes, caméramans, réalisateurs et autres techniciens qui oeuvrent, jour après jour, à porter au petit écran la couleur et la réalité de notre région font un travail extraordinaire et servent bien notre démocratie. Que ce soit dans la production d'émissions destinées à tout le réseau ou pour des bulletins de nouvelles qui touchent véritablement les gens de Québec, CFCM offre une autre perspective qui reflète davantage la diversité québécoise.

Pour nous, la présente demande de Quebecor Media constitue définitivement une menace à la production de nouvelles locales et régionales à Québec et pour le rayonnement de notre capitale avec la production destinée au réseau. Si le Groupe TVA affirme aujourd'hui demander une réduction de 21 à 18 heures de sa production locale, on peut affirmer sans se tromper que son jupon dépasse. En effet, vous avez pu constater, dans la demande initiale, que le diffuseur demandait l'autorisation pour couper près de la moitié de sa production locale, en la réduisant à seulement 12 heures par semaine. Dans le contexte où la licence doit être renouvelée pour une année seulement, TVA réduit ses demandes, mais on comprend très bien les visées ultimes. Cette situation nous préoccupe grandement.

C'est pour cela que l'Action démocratique du Québec recommande :

- 1. Que le CRTC refuse la demande de réduction de la production locale de CFCM tel que demandé par le Groupe TVA;**
- 2. Que le CRTC envoie un message clair en instaurant une nouvelle culture d'entreprise, soit celle de faire de l'information locale et régionale une priorité dans la conduite de leurs activités.**

⇒ Redevances de la câblodistribution

Lors de la présentation de son mémoire sur l'achat de TQS par Remstar Diffusion l'an dernier, l'Action démocratique du Québec avait plaidé pour que les télévisions généralistes privées, comme TVA et TQS, puissent avoir accès aux redevances de la câblodistribution que seules les chaînes spécialisées peuvent toucher présentement. Nous maintenons toujours cette position.

Dans un marché en pleine évolution et où les revenus publicitaires se fragmentent, il est inconcevable pour nous de mettre à l'écart les stations généralistes de la manne que représentent les revenus des câblodistributeurs. Il est évident que le carcan financier imposé par le CRTC à TVA et, par le fait même, à TQS, met en péril à court, moyen ou long terme, la viabilité des stations de télévisions généralistes privées au Québec. Un réseau comme celui de TVA ne peut plus être légitimement en compétition avec les canaux spécialisés, qui ont accès tant aux revenus de publicités que ceux tirés de la câblodistribution. Des initiatives comme le Fonds des médias et le Fonds pour l'amélioration de la programmation locale doivent aussi être étudiées pour s'assurer du maintien, en région, d'une production locale de qualité et des services d'information qui reflètent les préoccupations des citoyens.

Alors que dans le document « Annexe 1 A, Mémoire, Renouvellement de la licence de Groupe TVA inc. Stations et Réseau », Quebecor Media affirme que les exigences de production locale ne se soient pas avérées les plus efficaces pour la Capitale nationale, nous croyons fermement que le contraire aurait nuit à notre région et qu'en matière d'information régionale, on ne peut laisser seul le marché déterminé de l'offre. C'est pour cela que nous nous attendons du CRTC qu'il remplisse pleinement sa mission et qu'il veille à une présence adéquate des services d'information en région.

C'est pour cela que l'Action démocratique du Québec réitère sa recommandation de mai 2008 :

3. Que le CRTC élargisse aux télévisions généralistes les redevances de câblodistribution actuellement accordées aux chaînes spécialisées.

Conclusion

Ce que l'ADQ vous demande aujourd'hui, c'est simplement d'agir dans l'intérêt des Québécois et d'instaurer une nouvelle culture, soit celle qui met l'information locale et régionale au cœur de la mission d'entreprises des télévisions généralistes. Bien sûr, cela passe par le rejet de la demande de réduire les heures de productions locales de CFCM par le Groupe TVA.

Parce que le CRTC a créé un précédent en permettant l'abandon du droit à l'information locale et régionale dans la vente de TQS à Remstar Diffusion, nous nous inquiétons de la possibilité que le Conseil autorise le Groupe TVA à réduire la programmation locale à Québec, malgré les nombreux signaux d'alarme. Une telle décision priverait, encore une fois, l'accès au public à des sources d'information diversifiées et axées sur les communautés locales.

En 1992, Allan J. Darling, ancien secrétaire général du CRTC, justifiait ainsi le refus du Conseil d'autoriser TVA à sabrer dans sa production locale à Québec : « Dans ses décisions du passé portant sur CFCM, le Conseil a toujours insisté sur le maintien par cette station d'un niveau de production locale significatif, eu égard au fait que celle-ci dessert le deuxième centre urbain en importance du Québec et sa capitale provinciale, ainsi qu'aux ressources et talents nombreux et variés qu'on y retrouve. » Allez-vous vous servir de la crise économique comme prétexte pour faire mentir M. Darling? Nous osons espérer que non et que vous maintiendrez la position historique du CRTC à l'égard de la Capitale nationale du Québec.